



THE CANADIAN BAR ASSOCIATION
L'ASSOCIATION DU BARREAU CANADIEN

Le 23 juillet 2008

[TRADUCTION]

Madame Mireille-France Blanchard
Avocate, Section du droit privé international
Ministère de la Justice
Édifice commémoratif de l'Est, pièce 5304
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Objet : *Convention des Nations Unies sur les garanties indépendantes et les lettres de crédit stand-by*

Madame,

Je vous écris au nom de la Section du droit des affaires et de la Section du droit international de l'Association du Barreau canadien (les Sections de l'ABC) concernant la préparation de législation uniforme par la Conférence pour l'harmonisation des lois au Canada (CHLC) aux fins de l'adoption nationale de la *Convention des Nations Unies sur les garanties indépendantes et les lettres de crédit stand-by* (la Convention). Nous appuyons l'adoption uniforme de la Convention au sein du régime législatif canadien par l'entremise des travaux de la CHLC.

En 2006 et 2007, des documents présentés à la Section civile de la CHLC sur la Convention et le droit en vigueur au Canada soulignaient l'écart entre le droit civil et la common law relativement aux garanties indépendantes et aux lettres de crédit. Le droit commercial exige la certitude. Si les émetteurs et les détenteurs de tels documents commerciaux visant des transactions nationales et internationales jouissent de certitude, le développement des entreprises canadiennes sera ainsi favorisé.

Les Sections de l'ABC appuient les travaux de la Section du droit privé international et l'ensemble des efforts de la Stratégie de droit commercial de la CHLC favorisant l'adoption uniforme de la Convention au sein du régime législatif canadien. Nous n'avons aucun doute que le travail que vous effectuez avec les comités d'étude équivalents au Mexique et aux États-Unis aidera à uniformiser les lois dans le cadre de l'adoption de la Convention.

N'hésitez pas à communiquer avec nous pour toute question.

Nous vous prions d'agréer, madame, l'expression de nos sentiments distingués.

(copie originale signée par Stéphanie Vig pour Jennifer Babe et Clifford Z. Sosnow)

Jennifer Babe
Présidente,
Section nationale du droit des affaires

Clifford Z. Sosnow,
Président,
Section nationale du droit international